

Conférences LES JEUDIS DU TEMPS

2024

TEMPS UTOPIES & TRANSITIONS #2

VERS LA SOBRIÉTÉ

BAPTISTE MYLONDO

ENSEIGNANT EN ÉCONOMIE
ET PHILOSOPHIE POLITIQUE À SCIENCES PO LYON

Retrouvez toutes nos conférences sur :

metropole.rennes.fr/le-bureau-des-temps



Conférences LES JEUDIS DU TEMPS

14 mars 2024

TEMPS utopies & transitions #2 Vers la sobriété

Intervenant : Baptiste Mylondo, enseignant en économie et philosophie politique à Sciences Po Lyon

Ouverture

Dans le prolongement de la conférence du 14 décembre 2023, où Hadrien Klent partageait sa vision d'une société libérée du travail contraint, Baptiste Mylondo invite à interroger la valeur du temps afin de penser d'autres modèles de société, soutenables, équitables et inclusifs, où la sobriété serait une réponse aux crises écologiques, économiques et sociales.

La conférence a été introduite par une vidéo tirée de la série de films « La vie pro en moins » réalisée par l'artiste rennais Thomas Tudoux dans le cadre de son projet « Pros du quotidien », autour des notions de temps libéré, de travail, d'inactivité. Des étudiantes en IUT Carrières sociales ont interviewé des jeunes retraités, dont elles ont repris les paroles devant la caméra. Ce dispositif, que l'artiste a qualifié de « provocation plastique expérimentale », crée une sorte de distorsion cognitive porteuse d'un décalage à la limite du non-sens. Thomas Tudoux propose une approche critique et grinçante de notre société hyperactive. Il traque l'expression du culte de la performance, les injonctions permanentes au dépassement de soi, ce qui l'amène à s'intéresser à l'accélération et à l'intensification de l'existence et à la place laissée au repos.

Une conférence proposée par le Bureau des Temps de Rennes
Retrouvez nos conférences sur metropole.rennes.fr/le-bureau-des-temps

DE L'ACCÉLÉRATION À LA DÉPOSSESSION DE NOTRE TEMPS

Le sociologue allemand Hartmut Rosa relève trois formes d'accélération. Une accélération sociale : la société change de plus en plus vite. Une accélération technique : les moyens de transport, de communication, etc., nous permettent d'aller de plus en plus vite. Une accélération du rythme de vie : au cours d'une journée, nous multiplions le nombre d'expériences vécues. Cela induit trois types de comportements qui accélèrent le rythme de vie. Premièrement, le multitasking, qui consiste à faire plusieurs choses en même temps. Deuxièmement, la taylorisation du quotidien, avec un séquençage des tâches et la réduction du temps consacré à chacune. Troisièmement, l'élaboration de to-do list dont on ne peut jamais venir à bout, dans cette société de croissance où toujours plus d'activités s'imposent à nous. En fin de compte, la promesse d'accéder à des innovations qui permettent de gagner du temps ne marche pas. Cela tient d'abord à l'« effet rebond », en vertu duquel les gains de temps entraînent des changements des comportements qui annulent ces gains. Nous subissons aussi une suroccupation qui résulte d'une approche économique du temps pensé comme une ressource rare à économiser et optimiser, y compris dans nos temps libres. Elle a pour conséquence un accaparement, dans le sens d'une dépossession de notre temps soumis aux impératifs du productivisme.

LIBÉRER LE TEMPS

Le philosophe André Gorz prônait un temps libéré des nécessités et des contraintes économiques. Cela implique de revaloriser le temps libre. Dans une société productiviste, le temps libre est abordé soit comme un temps de repos visant à reconstituer nos forces avant de retourner au travail, soit selon une approche marchande où la valeur de notre temps libre est évaluée selon le revenu que l'on peut lui consacrer : si l'on a un revenu conséquent, notre temps libre vaut quelque chose, sinon il devient juste un temps vide. Par ailleurs, l'idée de temps libre induit deux grandes peurs dans notre société : la peur du vide, à titre collectif (il faut faire tourner l'économie pour créer des emplois) et individuel (il faut remplir nos journées), et la peur du vice (ne pas travailler, c'est être fainéant ou faire n'importe quoi). Pour André Gorz, il ne faut pas avoir peur du vide ni du vice, mais il faut s'organiser pour laisser plus de temps et d'espace pour le temps libéré, c'est-à-dire pour des activités autonomes, librement choisies, qui font sens et qui sont des fins en soi. Le temps libre a également pour intérêt d'être sujet à « l'effet réseau » : si l'on est nombreux à posséder le même bien, ce bien gagne de la valeur d'usage. C'est aussi valable pour le temps. Dès lors, les conditions d'occupation

de ce temps libéré changent drastiquement.

DES UTOPIES À EXPLORER

Dans son ouvrage « Le refus du travail », le sociologue britannique David Frayne interroge des personnes qui, par choix ou par contrainte, ont fait reculer drastiquement la place de l'emploi dans leur vie, et ont trouvé différents types de plaisirs à augmenter leur temps libéré : faire les choses soi-même, prendre son temps, apprécier les activités que l'on est en train de faire, etc. Plusieurs options sont possibles pour faire advenir ce temps libéré. On pourrait verser à tous un revenu inconditionnel tout au long de la vie, sans conditions et sans contrepartie. On pourrait aussi permettre à chacun de réduire son temps de travail sans avoir à se justifier auprès de son employeur. Mais pour réellement changer le rapport au temps, il faudrait instaurer la semaine de 3 jours. Ainsi le travail ne serait plus le temps dominant et structurant, et l'on aurait plus de place, dans nos longs week-ends, pour des activités plus importantes. Dans sa brochure « Travailler une heure par jour », le collectif Bizi [« vivre » en basque] va jusqu'à prôner la mise en place de la semaine de 5 heures en divisant par deux la production et en augmentant la productivité. Pour ce faire, il propose d'augmenter la population active en travaillant à partir de 16 ans, et en supprimant la retraite afin de lisser le temps de travail sur l'ensemble de la vie – en partant du principe que si l'on travaille peu, on peut travailler longtemps. Cela permettrait de ne plus faire du travail le temps central de notre vie, à aucun moment de notre vie.

L'EXEMPLE INSPIRANT DES ZAPATISTES

L'expérience d'organisation économique des zapatistes au Chiapas (Mexique) est celle qui se rapproche le plus des propositions du collectif Bizi. Les zapatistes se pensent comme une société où le temps libre est le temps structurant de leur vie, et non un temps résiduel. L'organisation du travail qu'ils ont mise en place vise trois objectifs : travailler moins, se déspecialiser, démarchandiser. Dans cette optique, leur vie est structurée en différents temps. Un premier temps consacré aux tâches « productives », qui représente 12 à 16 heures par semaine et qui a été obtenu en divisant par deux la production et en augmentant la population active. Un second temps dédié aux activités de formation et à l'organisation de la vie collective (activité politique, gestion des conflits, entretien des infrastructures et des biens communs, apprentissage, recherche fondamentale, etc.), qui représente 10 à 12 heures par semaine. Ces deux temps représentent 22 à 28 heures par semaine, soit environ 4 heures par jour. Le reste du temps est du temps disponible.

APPRENDRE À APPRÉHENDER LE TEMPS LONG

On peut identifier un paradoxe entre l'urgence de ralentir et l'urgence de traiter le temps long. C'est aussi une impasse politique. Depuis 1945, on observe une grande accélération en matière de population, de PIB, de distances parcourues, de tourisme, de CO2 rejeté dans l'atmosphère, etc., sans disposer des outils politiques pour y faire face. En effet, si nos institutions gèrent très bien le temps court, elles ne savent pas gérer les problématiques de temps long, dont le rendement électoral est nul. Une première solution serait, comme dans « L'An 01 », de se dire : on arrête et on réfléchit. En Grande-Bretagne, lors du premier choc pétrolier, le temps de travail avait été réduit à 3 jours par semaine pour limiter la consommation de pétrole. Il faudrait réussir à créer le même type de choc face à l'urgence climatique – mais nous ne sommes peut-être pas en mesure de créer ce sentiment d'urgence. Une deuxième idée, proposée par Dominique Bourg, Pierre Rosanvallon ou Bruno Latour, serait de créer une institution de type « chambre du futur », dont la mission serait de penser les questions politiques sur le temps long (20 ans, 30 ans, un siècle ou plus) afin de questionner la cohérence de nos politiques. Cela nous amènerait à choisir, entre la réduction des émissions de CO2 et l'augmentation du commerce international, l'option la plus profitable sur le temps long.

RENDRE ACCEPTABLE L'IMPÉRATIF DE SOBRIÉTÉ

Il faut acter l'échec du discours porté dans le champ de l'écologie radicale, sur les limites naturelles et le nécessaire renoncement à la croissance. D'une part, ce discours n'est pas vendeur, notamment face aux concepts de croissance verte ou de développement durable. D'autre part, il y a un décalage temporel entre nos actions et les conséquences de nos actions, en raison de deux biais cognitifs : d'un côté nous avons tendance à privilégier les gains immédiats plutôt que des gains futurs même plus importants, et de l'autre nous avons tendance à minimiser les coûts futurs, même s'ils sont énormes, et à donner trop de poids aux coûts immédiats. Ainsi, agir contre le dérèglement climatique suppose un coût immédiat en termes de confort de vie, pour des gains futurs, tandis que ne pas agir procure des gains immédiats, pour des coûts futurs. Ce décalage temporel fait que l'on a du mal à se mettre en mouvement. Il faudrait plutôt axer le discours sur les limites sociales de la croissance et sur le « paradoxe d'Easterlin » : passé un certain seuil de richesse, la croissance ne contribue plus au bonheur, en raison du processus d'accélération, de la compétition positionnelle qui fait de certains des gagnants et de nombreux autres des perdants, de la tyrannie du choix parmi une profusion de biens et services, et de l'accoutumance à la richesse. La croissance ne contribuant plus à notre

bonheur, on aurait tout intérêt à en sortir pour gagner en quiétude et voir se concrétiser la promesse du temps libéré.

RALENTIR COLLECTIVEMENT

La vitesse aujourd'hui est source d'inégalités et d'injustices : plus on est riche, plus on a la possibilité d'aller vite, à l'image du TGV, plus rapide mais aussi plus cher que le train classique. Dans les années 1970, le philosophe Ivan Illich avait développé le concept de « vitesse généralisée » qui prenait en compte, pour calculer la vitesse moyenne de déplacement, non seulement la distance et le temps de déplacement, mais aussi le temps de travail nécessaire pour payer les frais liés à ce déplacement (achat du véhicule, carburant, assurance, entretien, etc.). Il avait ainsi calculé que l'automobiliste américain moyen se déplaçait à 5 km/h, et mis en évidence que plus le salaire horaire était élevé, plus la vitesse généralisée était elle aussi élevée, car le temps de travail nécessaire pour payer les frais de déplacement diminuait. De façon générale, chaque innovation permettant d'augmenter la vitesse génère de l'inégalité, des injustices et de la discrimination : sortir de la logique d'accélération serait donc un pas vers davantage de justice sociale, ce qui peut motiver à choisir cette voie. Par ailleurs, notre accélération technique est permise par des outils numériques obtenus en grande partie grâce à l'exploitation et au ralentissement d'une grande partie de la population mondiale : cette question de justice globale devrait elle aussi nous inciter à changer de voie. En conclusion, il faut garder à l'esprit la nécessité de remettre en cause la croissance et de son monde, c'est-à-dire tout un imaginaire et un ensemble de valeurs, et se fixer sur cette promesse de davantage de temps libéré pour davantage de quiétude.

ÉCHANGES

Que pourriez-vous dire sur la philosophie du travail et notamment sur l'éthique laborieuse ?

Notre société adhère à la valeur travail entendue comme survalorisation de l'emploi. Pour en arriver là, il a fallu une révolution laborieuse. Le travail comme moyen de subsistance est devenu l'emploi comme finalité. Cela a fait de l'emploi un bien à part entière et le produit final de la croissance économique. C'est une logique difficile à inverser. Pourtant, cette révolution laborieuse ne s'est pas produite sans heurts. Pour y parvenir, on a joué sur l'idée que le citoyen moderne acquiert sa dignité par le travail, que la participation à la société implique de participer à l'effort productif, que le travail est épanouissant et qu'il permet d'accéder à la prospérité. Cette éthique laborieuse a fait de l'emploi à plein temps la norme, en délégitimant tout autre choix. Dans « Le refus du travail », David Frayne

pointe les coûts sociaux et symboliques de cette logique, et notamment le sentiment d'être défailant quand on refuse le travail. Si l'on n'est pas en accord avec la valeur travail entendue comme survalorisation de l'emploi, on est hors norme et on nous le fait payer. Quand on choisit ce type de stratégie, il faut avoir le courage de partir à la bagarre.

Comment réduire le temps de travail dans un contexte d'abandon des énergies fossiles, donc de baisse de la productivité ?

Si l'on abandonne les énergies fossiles, il faudra remplacer les machines par des bras. Si je suis d'accord sur ce raisonnement que tiennent par exemple Dominique Méda et Jean Gadrey, j'ai des réserves sur la position consistant à dire que, même dans une société post-croissance, il y aura de l'emploi pour tout le monde. Dans mon optique, l'objectif d'une société n'est pas de donner un emploi à tout le monde ni de considérer l'emploi comme le produit final de l'activité économique. Mon raisonnement est plutôt de dire qu'il faudrait réussir collectivement à consacrer le moins de temps possible aux activités que l'on n'a pas envie de faire. On peut sans doute se fixer collectivement comme objectif de travailler le moins possible. Pour cela, il faudra produire moins, et donc se demander ce qui vaut la peine d'être produit. C'est comme cela, à mon sens, que l'on peut réduire le temps de travail.

Que pensez-vous de la « théorie du donut » ?

Cette théorie reprend le concept d'« espace écologique » des Amis de la Terre, selon lequel notre activité devrait s'inscrire dans un cadre impliquant un plafond et un plancher. J'utilise ce concept pour défendre un plafonnement des rémunérations et un revenu inconditionnel pour tous. Je défends aussi un plancher de reconnaissance et d'estime de soi, et un plafond qui permette d'empêcher le mépris social ou l'exploitation ; et, au plan démocratique, un plancher de niveau de vie qui permette d'accéder aux biens et services essentiels et favorise la participation effective à la société, et un plafonnement des rémunérations pour éviter une confiscation du pouvoir via l'achat de médias.

Qu'est-ce que le temps juste ? Si le TGV coûte 20 euros de plus que le TER, est-il plus rentable de gagner du temps ?

Tant que l'on reste dans cette logique de rentabilité, on ne peut pas se poser la question du temps juste. Le TER et le TGV ne rendent pas possible le même type de déplacements. Le TGV va rendre possibles des déplacements longs, rapides et réversibles. S'il n'y avait plus que des TER, de nombreux déplacements ne seraient plus possibles, mais cela rendrait possibles des événements plus locaux. Ce n'est pas la même société. Lors de vacances en Roumanie, mon train avait une heure de retard, mais comme les trains roulent lentement, et qu'il faut 8 heures

pour parcourir l'équivalent de la distance de Lyon à Paris, avoir une heure de retard au départ ne change strictement rien. Ce n'est pas le même rythme, pas le même tempo, pas la même société. Le temps juste est donc une question politique qu'il faudrait se poser collectivement. Quel est le niveau de vitesse auquel on aspire ? Quels possibles et quelles inégalités cela ouvre-t-il ?

Existe-t-il des livres sur le fait, dès la petite enfance, d'inciter à travailler plus et toujours plus vite ?

Plusieurs livres abordent la question du lien entre éducation et impératif de productivité. L'ouvrage collectif « Éduquer en anthropocène » montre qu'il faudrait au plus vite changer le regard que l'on pose sur l'éducation et la manière dont on éduque. On dit aux jeunes élèves qu'il faut bosser beaucoup, avec comme carotte le fait d'accéder à un emploi qui sera valorisé et bien payé. C'est aux antipodes de ce qu'il faudrait dans notre société. Il faudrait se poser la question de la justice, des inégalités, de plein de choses qui échappent au spectre de l'Éducation nationale. Les injonctions qui sont faites aux élèves de manière générale ne sont pas cohérentes avec l'accord de Paris. Dans « Les pédagogies critiques », Irene Pereira et Laurence de Cock reviennent sur des expériences qui posent la question des discriminations, des inégalités, des injustices et de l'oppression qu'implique le processus scolaire. Dans « Une société sans école », Ivan Illich imagine à quoi pourrait ressembler une société où l'on remettrait l'école à sa place. Son point de départ est de dire que ce n'est pas à l'école que l'on apprend l'essentiel des choses que l'on sait. Ça ne veut pas dire que l'école ne sert à rien, mais on lui accorde une place symbolique et un temps trop importants, alors qu'il y a plein de choses très importantes en termes d'apprentissage qui se passent hors de l'école. Il faudrait réussir à rééquilibrer tout ça pour remettre en cause le rôle de classement que joue l'école et les aspirations que cela façonne.

BAPTISTE MYLONDO

Baptiste Mylondo est enseignant en économie et philosophie politique à Sciences Po Lyon, traducteur et auteur de plusieurs ouvrages. Il publie son premier livre en 2005 «Des caddies et des hommes : consommation citoyenne contre société de consommation» puis «Non au temps plein subi ! Plaidoyer pour un droit au temps libéré» en 2013. Son dernier ouvrage s'intitule «Ce que nos salaires disent de nous» (2023).

RÉFÉRENCES

Ouvrages de Baptiste Mylondo :

Un revenu pour tous ! Précis d'utopie réaliste
2010

Non au temps plein subi ! Plaidoyer pour un droit au
temps libéré (avec Samuel Michalon et Lilian Robin)
2013

Ce que nos salaires disent de nous
2023

AUTRES RÉFÉRENCES :

Une société sans école
Ivan Illich - 1970

Accélération et aliénation, une critique sociale du temps
Hartmut Rosa - 2010

Travailler une heure par jour
Collectif Bizi ! - 2013

Le refus du travail
David Frayne - 2015

Les pédagogies critiques
Irène Pereira et Laurence de Cock - 2019

Éduquer en anthropocène
Ouvrage collectif - 2019

L'urgence de ralentir
Documentaire de Philippe Borrel - 2014

Ralentir ou périr
Timothée Parrique - 2022

Travailler moins pour vivre mieux.
Guide pour une philosophie antiproductiviste
Céline Marty - 2021

Mettre en œuvre des actions d'accompagnement aux
changements de comportements
Nicolas Fieulaine - 2023

Bâtir la civilisation du temps libéré - 2013,
Métamorphoses du travail - 2004
André Gorz

Conférences
du **TEMPS**



02 23 62 20 95 | temps@rennesmetropole.fr
metropole.rennes.fr/le-bureau-des-temps

 **RENNES**
Ville et Métropole

CHRONOTOPIE : aménager LA VILLE AVEC LE TEMPS

SYNTHÈSE DE LA CONFÉRENCE

15 OCTOBRE 2024



LES
CONFÉRENCES
DU **TEMPS**



Avec Christine Leconte, conseillère du Conseil national de l'Ordre des architectes et Sylvain Grisot, urbaniste et chercheur

Crédits photos : Elisabeth Lein

Partageons la ville !

Au carrefour de l'aménagement urbain et des enjeux temporels, la chronotopie invite à repenser la fabrique de la ville en se basant sur des principes de sobriété (des matériaux, des mètres carrés, financière) et de partage (des bâtiments, des espaces publics... et du temps). Christine Leconte et Sylvain Grisot nous en livrent les grandes clés.

La « ville facile » : une impasse écologique, sociale, spatiale et temporelle

Sylvain Grisot : On a industrialisé des processus de production de la ville depuis une cinquantaine d'années. C'est irrespectueux des ressources financières, foncières, matérielles. Il y a une appétence pour les constructions neuves car c'est plus facile que de travailler l'existant. Cela nous met dans le mur. En 10 ans, on est passé de 2 à 3 millions de logements vacants en France, et on va bientôt « fêter » les 5 millions de m² de bureaux vides en Île-de-France.

Christine Leconte : On nous parle beaucoup d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, de décarboner, mais la question est aussi de s'adapter et changer nos modes de faire. On est dans une pente qui nous amènera à quatre fois plus de climatiseurs en 2050 qu'aujourd'hui, alors que la climatisation participe aux émissions de gaz à effet de serre. On est comme un hamster dans sa roue.

Sylvain Grisot : La fabrique de la ville demande un changement de philosophie. On a beaucoup d'inconnues, la première étant notre capacité à décarboner nos modes de vie. Environ 50 % du budget carbone moyen d'un Français est associé à la construction, au fonctionnement de la ville et des bâtiments, et aux mobilités du quotidien qui sont dictées par la forme de la ville. L'étalement urbain, l'extension des infrastructures, impactent en premier lieu la biodiversité, et le BTP est le premier consommateur de ressources. La ville et sa fabrique sont donc au cœur des enjeux. La bonne nouvelle pour nous, faiseurs de villes, c'est que l'on a tous les leviers en mains.

Le temps du renoncement créatif

Christine Leconte : La question des ressources renvoie à la notion de gaspillage. On a besoin de millions de tonnes de sable si l'on veut encore construire des villes. Donc, le béton déjà existant est une ressource. Il faut éviter de démolir, et ménager le territoire plutôt que l'aménager. Le foncier, c'est d'abord un sol, c'est-à-dire une terre, l'eau qui est stockée dedans, et le plus grand des puits de carbone. Cette ressource est l'une des premières que l'on devrait protéger. Par ailleurs, avec le vieillissement de la population, 70 % des maisons individuelles sont sous-peuplées. Si l'on continue à en construire alors que l'on aura besoin de plus en plus d'espaces et de services mutualisés, la ville ne permettra plus d'accueillir nos aînés, et nous, de manière correcte. Il faut anticiper cela et réinverser les modes de pensée. Ça requestionne tous les métiers de la ville, mais aussi les élus et les habitants.

Sylvain Grisot : La ville facile repose sur la monoculture automobile, qui a dessiné nos territoires. Il y a toujours une route et une voiture pour aller d'un point A à un point B. La voiture permet l'étalement urbain, l'étalement urbain génère la voiture.

Christine Leconte : Une voiture individuelle est 80 % du temps à l'arrêt mais occupe 12 m² de surface imperméabilisée au sol. Elle squatte nos espaces publics et collectifs, mais aussi nos maisons : les modèles de pavillons actuels ont deux places de parking dans la façade. On a accepté cela, et on est tous collectivement responsables. Mais ce que l'on a déjà peut devenir matière à faire quelque chose d'enthousiasmant. Les renoncements peuvent devenir des supports à la création et au retour à une société plus collective dans son approche des modes de vie.



« Quand on a un besoin, cherchons d'abord la réponse dans les bâtiments qui existent déjà. Ne peut-on pas en intensifier les usages ? »

Sylvain Grisot

Le temps de la réparation

Sylvain Grisot : 80% de la ville de 2050 est déjà construite, mais on se préoccupe davantage des 20% qui restent à construire en se focalisant sur la question des normes, qui est fondamentale, mais secondaire face à la nécessité d'adapter les 80% déjà construits à un climat qui change. C'est un enjeu immense, qui pose aussi la question des besoins de vie collective. Il est plus facile de construire une école neuve dans la périphérie que de demander à un instituteur de partager sa salle de classe. La logique « un mètre carré, un usage » nous met dans le mur.

Christine Leconte : Nos bâtiments peuvent revivre. Aujourd'hui, plus de 83% des architectes font régulièrement de la réhabilitation, rénovation, restauration, transformation. On peut trouver dans la réparation une forme de fierté, mais aussi un héritage historique, et retrouver le lien entre nos façons d'être ensemble. Dans la ville que l'on a construite pendant 50 ans, on ne s'est pas assez rencontrés. On doit apprendre à redonner les conditions de cette rencontre.

Sylvain Grisot : Quand on a un besoin, cherchons d'abord la réponse dans les bâtiments qui existent déjà. Ne peut-on pas intensifier les usages ? C'est la base de la chronotopie : travailler les temps pour inventer des espaces sans en construire de nouveaux. Sinon, ne peut-on pas transformer un bâtiment existant ? Et si ce n'est pas le cas, ne peut-on pas construire un bâtiment neuf mais dans l'enveloppe de la ville existante ? Tout ce qui peut avoir une seconde vie doit être maintenu et transformé, et tout ce que l'on construit en neuf doit durer, pour éviter l'obsolescence.

Christine Leconte : L'urbanisme d'hier peut devenir l'urbanisme de demain. Une barre d'immeuble que l'on démolissait il y a encore quelques années peut aujourd'hui être « réparée », par exemple en ajoutant en façade un module qui offre un espace en plus aux habitants. À Barcelone, la trame urbaine en damier a été repensée en regroupant les blocs par quatre, avec un espace central où l'on peut planter des arbres et supprimer la voiture.

Sylvain Grisot : On expérimente et on avance en jouant aussi sur les temps. Les marchés alimentaires, qui suppriment chaque semaine des dizaines de milliers de places de stationnement, sont un exemple d'intensification qui ne pose aucun problème : c'est institué, on a l'habitude. Il faut prendre le temps de regarder autrement nos logements, nos bureaux, nos espaces publics. Ouvrir le bar du TNB en journée donne aux riverains la possibilité de venir y travailler. Ne pas construire, c'est dégager des espaces de liberté, et c'est éviter le gâchis de m² dans des locaux déjà ouverts.

Le temps de la réversibilité

Christine Leconte : Aujourd'hui, on arrive à convertir un parking silo ou des bureaux en logements. La vraie question, c'est d'en avoir envie, d'y consacrer du temps d'études, et de sortir de l'obsolescence. Certains logements que l'on est en train de construire ne seront pas en capacité d'être réversibles. Plein de choses peuvent se faire sur le patrimoine, mais on a l'impression que c'est plus dur. On dit « ça va coûter cher en études ». En réalité, ce n'est pas 2% du coût d'une opération, et cela change tout. Donnons ce temps et cette possibilité de faire. Il faut avoir un peu de courage.

Sylvain Grisot : La question, c'est l'attention au temps long. On a inventé un mode de production sur lequel tous les gens qui décident de la destinée d'un bâtiment – le maire, le promoteur, l'architecte, l'investisseur, le propriétaire, etc. – sera parti avant la fin de la garantie décennale. Personne ne regarde sur le temps long. On est sur des formes de sur-optimisation, et l'on réduit notamment les espaces collectifs. L'adaptabilité de la nature et du vivant est associée à des formes de sous-optimalité. Construire aujourd'hui un bâtiment qui sera réversible demain, c'est moins efficace économiquement, mais s'il dure 80 ans au lieu de 20 ou 30 ans, cela change tout en termes d'équation carbone comme d'équation économique. Mais aujourd'hui, peu d'acteurs regardent ce bâtiment par le temps long.

Le temps du dialogue

Christine Leconte : Faire se rencontrer l'usage, le lieu, l'idée, les mètres carrés disponibles, etc., est compliqué. Et il y a des politiques publiques parfois contradictoires, qui veulent faire du bien mais font beaucoup de mal. Quand la loi oblige à installer des panneaux photovoltaïques au-dessus de places de supermarché censées ne plus exister dans quelques années, on fait un hold-up sur du foncier que l'on pourrait transformer. Il faut du partage et du dialogue, ce qui veut dire qu'il va falloir ouvrir des bureaux des temps partout.

Sylvain Grisot : Sortir de la ville facile, c'est rentrer dans la ville compliquée. Mais ce qui est compliqué, c'est surtout le partage de l'espace face à une sobriété violemment subie. Y répondre mieux, y compris dans les formes bâties, nécessite de mettre des praticiens côte à côte et d'arriver à se parler. Réparer n'est pas la même chose que faire du neuf, et cela touche toutes les pratiques et professions. Il y a des enjeux de médiation, avec une ingénierie de partage qui touche à la question du temps.

Christine Leconte : Dans « Les Furtifs », Alain Damasio imagine des villes totalement privatisées dans lesquelles, sans forfait premium, on ne peut accéder à certains quartiers à certaines heures de la journée. Cela pose la question des espaces publics, des espaces privés, et de leurs frontières. La question des communs est aussi hyper importante. Les parkings de supermarchés, qui seront les fonciers les plus disponibles dans les prochaines années, appartiennent aux centres commerciaux, et je n'ai pas envie que ce soient eux, demain, qui décident comment sont les rues dans lesquelles je vais me balader. Cela doit rester quelque chose d'intérêt public, avec une pensée publique.

Le temps des métiers redistribués

Christine Leconte : Les architectes auront énormément de choses à faire dans la transformation, la transition, l'échange avec les autres professions et les autres acteurs. Même si on sait faire, on est parfois bloqué et on ne le fera plus tout seul. La façon dont on imagine les projets change également. Pour construire à partir d'un existant, nous avons besoin de nous appuyer sur un diagnostic et c'est un grand changement dans les métiers.

Sylvain Grisot : On a besoin d'architectes qui construisent au sens où on l'entend : transformer, adapter. Il ne s'agit pas de renoncer à faire : faisons attention, oui, mais faisons ! Les prototypes permettent d'échanger sur du concret et changent structurellement les méthodes. Il y a aussi les métiers dont on ne parle pas, autour de la gestion, de la maintenance, de l'entretien, de la sécurité, etc., qui sont nécessaires et qui savent déjà faire.

Christine Leconte : On aurait besoin de plus de gardiens d'immeuble pour plein de choses qu'on pourrait mutualiser – voitures, espaces verts, vélos partagés, courses, etc. Ces métiers du quotidien ont aussi une importance créative, c'est-à-dire qu'ils vont apporter des choses que l'on n'imagine même pas, par rapport à ces besoins que l'on peut avoir et à ces questions de ménagement.



« Il faut du partage et du dialogue, ce qui veut dire qu'il va falloir ouvrir des bureaux de temps partout. »

Christine Leconte



Échanges

J'habite près d'un centre commercial abandonné depuis très longtemps. Les élus disent « je ne peux rien faire ». Y a-t-il des leviers ?

Sylvain Grisot : Même si le public ne peut pas tout, il peut beaucoup. Beaucoup de collectivités n'ont pas ou n'ont plus de politiques foncières, mais il y a une prise de conscience chez des élus de gauche comme de droite. Il est important de conserver une forme de propriété publique, en créant des réserves foncières qui permettront d'avancer sur le long terme. On observe des ruptures sur le logement, avec les offices fonciers solidaires où la propriété du sol reste dans l'escarcelle publique, pour l'usage futur. Il y a aussi des ruptures sur le foncier économique, avec des acteurs publics qui restent propriétaires du sol et des acteurs privés qui viennent investir. Enfin on voit des acteurs privés acquérir du foncier pour maintenir des activités commerciales d'intérêt public, dans des logiques de communs.

Christine Leconte : Certaines collectivités inventives vont contourner ou inventer des choses. D'autres n'ont pas envie d'être inventives, ou ne savent pas l'être. Cela pose la question du partage, au sein de réseaux d'élus ou de réseaux de villes, pour faire connaître ce qui peut se faire et chercher des modèles alternatifs. On ne peut plus laisser un espace vide alors que des gens attendent du logement et qu'il y a un potentiel.

Ces évolutions ne doivent pas favoriser les habitants dans les centres villes ou en première couronne. Il faut que les personnes qui habitent en périphérie puissent y participer, et ne continuent pas à subir.

Sylvain Grisot : Ces évolutions concernent d'autant plus les communes périurbaines ou rurales qu'il y a des enjeux de mobilité extrêmement importants, et tous leurs impacts sociaux, qui rendent les besoins particulièrement criants. Le travail sur les temps permet d'amener la ville dans une zone d'activité, du service dans une zone résidentielle, etc. Par ailleurs, ce mode de production de la ville centré sur une logique d'étalement urbain a fait une ville dans laquelle il y a de la place aujourd'hui. Ce qui était le problème devient donc une opportunité, avec un intérêt d'autant plus grand à recoudre ces espaces qu'il y a de la place, des dynamiques sociales, des dynamiques locales, et que l'on est sur des échelles qui peuvent permettre de faire des choses. La ville du futur, c'est recoudre ce périurbain, le transformer, et donc mobiliser une ingénierie et des savoir-faire pour réparer ces territoires – ce qui veut dire avant tout les aimer.

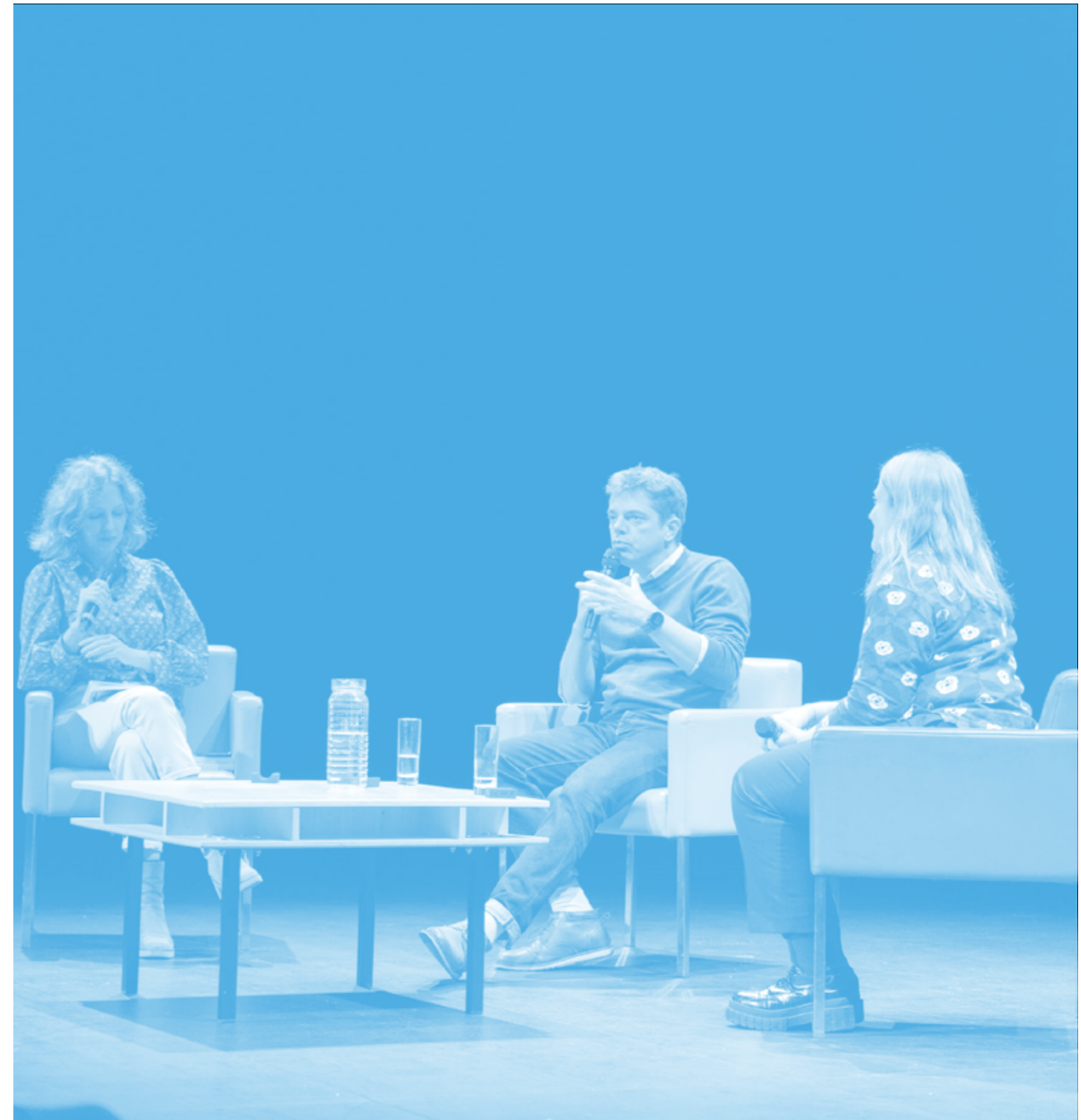
Christine Leconte : L'idée de ce livre n'était pas de s'intéresser aux gens qui n'en ont pas forcément besoin. Le périurbain, dans les conditions dans lesquelles on l'a créé, avec la dépendance à l'automobile, l'éloignement des services de consommation et des loisirs, crée les copropriétés dégradées de demain. L'inégalité écologique et l'inégalité sociale vont ensemble. Si l'on ne se bat pas collectivement, certains auront les moyens de s'en sortir mais d'autres seront profondément dans la mouise. Il faut travailler collectivement la question stratégique de la façon dont on veut vivre ensemble. Il y a des endroits où il y aura besoin de plus de solidarité.

Transformer un quartier peut être une cause de gentrification.

Sylvain Grisot : Avoir des politiques publiques très claires permet d'éviter ça, par le logement social et notamment par les offres qui, grâce à un jeu sur le foncier, permettent à des ménages en dessous de certains plafonds de ressources de devenir propriétaires, tout en maintenant dans le temps long des phénomènes non spéculatifs. Il y a un travail nécessaire pour maîtriser les prix du logement, mais aussi ceux des activités productives industrielles qui, par le même effet de l'inflation des valeurs du sol, sont poussées toujours plus loin. On a une capacité à gérer ces choses-là, mais il faut en avoir envie et tenir le guidon très longtemps pour tenir le cap à long terme.

Ouvrages

Réparons la ville, de Christine Leconte et Sylvain Grisot – Éditions Apogée, 2022.
Redirection Urbaine, de Sylvain Grisot – Éditions Apogée, 2024.



Retrouvez toutes nos conférences sur :
bureaudestemps.rennes.fr

temps@rennesmetropole.fr
bureaudestemps.rennes.fr

BUREAU DES TEMPS

RENNES
Ville et Métropole